

Le logement

M. Cosgrove: Tout est là.

M. Rose: Quand on songe que tout ce qui entre dans le prix d'une maison, le coût de la main-d'œuvre, des matériaux, de l'exécution et les bénéfices, représente un total de \$35,000, et que, par ailleurs, le terrain et les taux d'intérêt en coûtent autant, on se dit qu'il y a là matière à réflexion dans notre examen du problème de l'habitation. Aussi, peut-on demander, qu'est-ce qui empêche les gens d'avoir un logement? Ce ne sont ni le coût de la main-d'œuvre ni même les bénéfices des entrepreneurs en construction. Deux choses seulement les en empêchent: le coût des terrains et les taux d'intérêt. Le terrain sur lequel était construite la maison que j'ai achetée en 1961 représentait 10 p. 100 du coût global. Aujourd'hui, cette même maison coûte \$70,000 et le terrain représente 50 p. 100 de cette valeur. Le ministre va sûrement nous dire que tout cela est la faute des municipalités.

● (2050)

M. Cosgrove: Des provinces.

M. Rose: Des provinces? Oh, je sais, les libéraux sont toujours prêts à tomber sur les provinces à bras raccourcis, comme les Tories d'ailleurs sur les néo-démocrates car ils voient en nous, bien sûr, l'aile «ouest» du parti libéral. Je l'ai entendu dire dans environ 16 discours sur le logement jusqu'ici, et j'ai pensé qu'il serait intéressant de verser au compte rendu le fait que depuis octobre dernier les Tories ont voté avec les libéraux 20 fois.

M. Deans: Vingt fois?

M. Rose: Oui, vingt fois les conservateurs ont voté avec les libéraux, leurs amis sur le plan idéologique.

Une voix: Excellent jugement.

M. Rose: Et les néo-démocrates ont voté avec le gouvernement 13 fois.

M. Roberts: Combien de fois avez-vous voté avec les conservateurs?

M. Rose: Qui fait partie de l'aile «ouest» du parti libéral?

Une voix: Les conservateurs.

M. Rose: Le ministre de l'Environnement (M. Roberts) demande...

M. Deans: Le seul parti avec deux ailes droites.

M. Rose: Je voudrais bien que le ministre de l'Environnement tienne compte du fait que je suis craintif et timoré et que ce genre de remarque me trouble...

M. Roberts: Vous avez de bonnes raisons d'être craintif et timoré.

M. Rose: Et humble en plus. C'est merveilleux que vous ayez tant lu à propos de Winston Churchill. J'ignorais que vous saviez lire.

De toute évidence, monsieur l'Orateur, le prix des terrains réglementés par les gouvernements provinciaux, ou municipaux si vous préférez, est un facteur presque aussi important que les taux d'intérêt pour expliquer qu'en l'espace de 20 ans on soit passé d'une politique d'habitation raisonnable à une politique de taux d'intérêt élevés qui empêche la construction de logements dont nous avons besoin. Je pense que cela fait partie du problème du gouvernement fédéral, qui tente de remettre à l'entreprise privée la question du logement, des taux d'intérêt hypothécaires et du développement, pour s'en laver

les mains. Le ministre secoue la tête. Je lui ai dédié une chanson, à Noël, avec mon mince bagage musical...

Une voix: Très mince.

M. Rose: ... je crois qu'il a eu beaucoup de mal comme ministre responsable du logement. Bien fait pour lui, mais je sais qu'il a eu de la difficulté. Vu ses réalisations peu impressionnantes en matière de construction domiciliaire je me demande si je devrais lui dédier cette vieille chanson, «Ma cabane au Canada», ou plutôt, pour ceux qui doivent partager le même logis, cette chanson de «My Fair Lady» qui dit: tout ce que je souhaite, c'est une chambre quelque part.

Ses réalisations n'ont rien d'époustoufflant. Cependant, les entrepreneurs, les banques et les sociétés hypothécaires en ont bien profité. Mais ce fut abominable pour les consommateurs, pour ceux qui ont désespérément besoin de trouver un logement.

M. Cosgrove: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je me demande si le député accepterait de répondre à une question à la fin de son intervention, si nous en avons le temps?

M. Rose: Monsieur l'Orateur, je répondrai avec plaisir aux questions du ministre lorsque j'aurai terminé.

Permettez-moi, monsieur l'Orateur, de vous parler un peu maintenant des profits réalisés par les banques. Nous avons connu des taux d'intérêt sans précédent qui étaient censés combattre l'inflation, mais en réalité, ils ont provoqué l'inflation. Le ministre le sait très bien, mais il ne possède pas l'influence nécessaire au sein du cabinet pour faire modifier cet état de choses, afin que nous puissions profiter des taux d'intérêts convenables et raisonnables que nous avons naguère.

Entre 1970 et 1980, la moyenne du salaire des ouvriers au Canada a augmenté de 150 p. 100 pour atteindre \$317 par semaine. Les impôts prélevés directement des contribuables ont augmenté de 300 p. 100 pour atteindre une somme globale de 41 milliards. Comparez maintenant ces chiffres avec les bénéfices sans précédent réalisés par les banques durant la même période. Les profits des banques ont augmenté de 210 p. 100, leurs impôts seulement de 14 p. 100 et leur taux d'imposition est passé de 50 à 15 p. 100. De toute évidence, on a fait preuve de favoritisme envers les banques. Certains se demanderont ce qui est arrivé. En 1970, notre politique en matière d'habitation était satisfaisante. Elle était encore meilleure en 1960. Je suis persuadé que l'honorable représentante de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) conviendra qu'elle était probablement meilleure en 1960, mais elle était satisfaisante en 1970. Que s'est-il produit dans l'intervalle? Je vais vous le dire. En 1967, les Libéraux ont supprimé la limite de 6 p. 100 imposée sur le taux d'escompte. On s'est dit qu'en supprimant ce plafond, on pourrait avoir bien plus d'argent pour les hypothèques. Par conséquent, on l'a supprimé et les taux hypothécaires se sont mis à augmenter.

Le député de Kingston et les Îles a parlé du député de je ne sais plus quelle circonscription, de la circonscription de Toronto Trinity, je crois, qui a fait un important rapport sur le logement pour les libéraux. Je me souviens encore de ce rapport, il y avait deux gros zéros sur la couverture et son auteur était l'honorable Paul Hellyer, un gros «O» lui aussi, qui est devenu conservateur plus tard. Je vais vous dire ce qu'il recommandait. Il conseillait de supprimer le plafond sur les hypothèques accordées en vertu de la loi nationale sur l'habitation. C'est ce que nous avons fait. Voilà ce qui se passe lorsque le